



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 23/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CLMTP SARL

Zone Artisanale de la Fouquerie
7 rue de la Fouquerie
72300 Solesmes

Références : 2025-625 VAT20250407
Code AIOT : 0010011865

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement CLMTP SARL implanté Lieu-dit Les Alcools 41130 Gièvres. L'inspection a été annoncée le 23/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLMTP SARL
- Lieu-dit Les Alcools 41130 Gièvres
- Code AIOT : 0010011865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLMTP exploite une plateforme de regroupement, tri et broyage de déchets ferroviaires constituant des déchets dangereux (traverses de bois usées) et non dangereux (rails, ballast) en vue de leur valorisation ainsi que des bâtiments d'entretien et de maintenance de matériels ferroviaires sur la commune de GIEVRES.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet
5	Consistance des installations autorisées.	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 1.7.1	/	Sans objet
8	Equipement fixe de détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.4.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/10/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
Constats : <p>Les déficiences relevées lors du contrôle des installations électriques du 26/09/2024 par DEKRA n'ont pas été levées. L'attestation Q18 mentionne que les installations électriques peuvent présenter un risque d'incendie ou d'explosion. La société ROMELEC a procédé à un contrôle sur site le 16/10/2024 afin d'établir un devis pour mettre en conformité les installations électriques. L'exploitant a relancé la société ROMELEC afin d'obtenir un chiffrage pour lever les déficiences. Malgré plusieurs relances de l'exploitant, la société ROMELEC n'a pas donné suite. L'exploitant a présenté les multiples relances effectuées.</p>

L'exploitant a pris l'attache de la société BRUNET qui a fourni un devis en date du 14/03/2025. Le devis mentionne qu'une étude doit être menée concernant les défauts relatifs à l'armoire électrique HT/BT.

Un nouveau contrôle des installations électriques est programmé les 25 et 26 septembre 2025 avec la société DEKRA, la société BRUNET et un électricien en interne afin de statuer avec toutes les parties prenantes pour solder définitivement les dernières défauts.

Compte tenu du fait que la plupart des installations, et notamment celles relatives au stockage et au broyage de traverses, ne sont pas encore mises en service et compte tenu de l'engagement de l'exploitant et des multiples relances restées sans réponse du prestataire, l'inspection ne propose pas dans un premier temps de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité les installations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre le relevé de conclusion du contrôle des installations électriques qui sera réalisé les 25 et 26 septembre, de lever les dernières défauts dans les plus brefs délais et fournir un Q18 justifiant de l'absence de risque d'incendie et d'explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Constats :

L'examen du rapport de vérification du 25/09/2024 de la société DEKRA fait apparaître que le système de protection contre la foudre n'est pas conforme. L'exploitant avait transmis à l'inspection une demande qu'il a faite le 21/10/2024 à la société DEKRA afin de faire une nouvelle analyse du risque foudre (ARF) et de mettre en conformité les installations à l'issue en fonction de la conclusion de l'ARF.

L'exploitant a pris l'attache d'un nouveau prestataire FRANCE PARATONNERRE qui suite à la visite du site du 03/09/2025 sera en mesure de fournir une nouvelle analyse de risque foudre et

<p>une nouvelle étude technique pour la fin septembre.</p> <p>Compte tenu du fait que la plupart des installations, et notamment celles relatives au stockage et au broyage de traverses, ne sont pas encore mises en service et compte tenu du projet de construction d'un nouvel atelier en remplacement de l'existant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité le système de protection contre la foudre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection l'ARF dès qu'elle sera disponible. Les installations devront être mises en conformité en référence à la conclusion de l'ARF.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants, selon la fréquence définie ci-dessous :</p> <p>Type de matériel/Fréquence minimale de contrôle</p> <p>Réseau interne de poteaux d'incendie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérification visuelle de l'ensemble des poteaux tous les ans; - Test de débit statique et dynamique par roulement sur 5 poteaux par an;

Pomperies : Semestrielle
Constats : Pas d'écart constaté. L'exploitant a présenté le rapport de vérification du système de pomperie et de 5 poteaux incendie de la société CLF SATREM en date du 28/07/2025. L'examen du rapport n'amène pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
Prescription contrôlée : 2513-1 autorisation 2718-1 autorisation 2790-2 autorisation 2791-1 autorisation 3510 autorisation 3550 autorisation 1435-1 déclaration avec contrôle périodique 2716-2 déclaration avec contrôle périodique 2930-1.b déclaration avec contrôle périodique 2930-2.b DC2515-1.b déclaration
Constats : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790-2, 2791-1, 3510 et 3550 seront progressivement mises en service au cours de l'année 2026 en fonction des marchés liés à l'activité de la SNCF selon l'exploitant. Les plateformes liées à ces installations seront progressivement implantées en 2026 en fonction de la mise en service des installations. Seuls les ateliers de maintenance des engins et le stockage des rails sont en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consistance des installations autorisées.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées.
Prescription contrôlée : - Regroupement, tri et broyage de bois traité - Regroupement, tri et cisailage des rails - Réception et transit de ballast - Stockage de pièces et matériels ferroviaires de réutilisation - Entretien et maintenance de malteries ferroviaires
Constats : Voir point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modifications et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 1.7.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant a fait part à l'inspection d'un projet de construction d'un nouvel atelier de réparation et de maintenance des trains ainsi que de l'implantation de voies ferroviaires hors limite de site ICPE. Ces modifications feront l'objet d'une demande de permis de construire. L'inspection devra être sollicitée pour avis sur cette demande. Il a été rappelé à l'exploitant que les modifications envisagées aux installations doivent être portées avant leur réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Il a été précisé à l'exploitant que le futur atelier devra respecter les dispositions de l'article 2.4 relatif au comportement au feu et au désenfumage des locaux de l'arrêté ministériel du 04/06/2004 (rubrique 2930 déclaration).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection devra être sollicitée pour avis sur la demande de permis de construire. Les modifications envisagées aux installations doivent être portées avant leur réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. Le futur atelier devra respecter les dispositions de l'article 2.4 relatif au comportement au feu et au désenfumage des locaux de l'arrêté ministériel du 04/06/2004 (rubrique 2930 déclaration).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ressource en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves incendie
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Une réserve d'eau de 5 000 m³ minimum au sud-est du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux ;• Une réserve d'eau de 2 000 m³ minimum au nord-ouest du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux ;
Constats : L'inspection a pu constater que la réserve incendie de 5000 m3 a un niveau d'environ 1,10 m et celui de la réserve de 2000 m3 est d'environ 1,10 m. Au vu du tableau synthétique de lecture des

échelles limnimétriques présenté par l'exploitant, le volume de la réserve incendie de 5000 m3 est réellement d'environ 3680 m3 et celui de la réserve de 2000 m3 est d'environ 1075 m3. Dans le dossier de demande d'autorisation de 2015 il est mentionné que le volume des réserves incendie est surdimensionné au regard des risques présents sur le site, les volumes ayant été prévus pour l'ancien dépôt d'alcool seveso seuil haut sans préciser toutefois le volume minimum nécessaire (calcul via la D9). A noter que la plupart des installations et notamment celles relatives au stockage et au broyage de traverses ne sont pas encore mises en service.

L'exploitant a indiqué qu'une citerne de 5000 m3 est disponible et elle est dotée de raccords de pompage.

Il a été demandé à l'exploitant de prendre l'attache du SDIS afin qu'ils confirment que la citerne peut être utilisée en cas d'incendie et qu'elle peut palier à l'insuffisance des volumes de deux réserves incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prendre l'attache du SDIS afin qu'ils confirment que la citerne peut être utilisée en cas d'incendie et qu'elle peut palier à l'insuffisance des volumes de deux réserves incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Equipement fixe de détection de matières radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.4.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et étalonnage

Prescription contrôlée :

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant. Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 2 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants. A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Constats :

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification de la société AM2C daté du 06/02/2025. L'examen du rapport n'amène pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite